

Bourse Uemoa

Assoukou Raymond Krikpeu, Représentant résident de la Commission de l'UEMOA au Togo • (Page 03)

Métiers liés aux géosciences

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

« Le Togo présente un bon profil d'intégration »

L'AGT outille les acteurs du secteur des mines

L'Association des Géologues du Togo (AGT) a échangé avec les acteurs du secteur des mines sur les enjeux ... • (Page 11)

Entreprise • (Page 08)

Engie engage la scission de ses activités de services

L'énergéticien français est en train de séparer, au sein de son périmètre, les activités de services qu'il entend céder ...

Stratégie de collaboration

Ateliers régionaux entre l'ANADEB et les Mairies

L'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB) organise du 22 février au 09 mars 2021 dans les Chefs-lieux des régions ... • (Page 02)

Europe

Generali va investir 3,9 milliards pour relancer l'économie

Le plan d'investissement de 3,5 milliards d'euros (3,9 milliards en francs) court sur cinq ans et doit soutenir des ... • (Page 08)

Sauver les hommes et la planète

Les propositions du Groupe FACTI

Le rapport « Intégrité financière pour le développement durable » a été lancé, jeudi 25 février 2021, suivi d'une conférence de presse en ligne.



Construction de 3000 unités de logement • (Page 04)

Le Togo signe accord avec Shelter-Afrique

Rédigé par ... • (Page 06)

Télévision numérique

StarTimes amène le football au cœur des foyers africains

L'opérateur de télévision numérique StarTimes a fait ses débuts en Afrique en 2008 en lançant le ... • (Page 11)



Waka Le vrai meilleur Spaghetti!

WAKA TOGO GROUP SARL U
 Direction générale, Rue de France 10 ADK en face de la
 Direction Générale BTCL à côté de l'hôtel Yabisso.
 Tél : (228) 22229091 / 98357958 / 92903333 Fax : (228) 22229090

Stratégie de collaboration

Ateliers régionaux entre l'ANADEB et les Mairies

L'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB) organise du 22 février au 09 mars 2021 dans les Chefs-lieux des régions et à Lomé, des ateliers régionaux d'élaboration de la stratégie de collaboration entre l'ANADEB et les mairies.

Ministère du développement à la base,
de la jeunesse et de l'emploi des jeunes



Développement conduit par les communautés

Ateliers régionaux d'élaboration de la stratégie de collaboration entre l'ANADEB et les Mairies

COMMUNIQUE DE PRESSE

Lomé, le 17 février 2021

L'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB) organise du 22 février au 09 mars 2021 dans les Chefs-lieux des régions et à Lomé, des ateliers régionaux d'élaboration de la stratégie de collaboration entre l'ANADEB et les mairies.

Ces ateliers permettront d'échanger et d'élaborer de façon participative, la stratégie de collaboration autour des actions du secteur du développement à la base, sans préjudice pour les actions d'intérêt local et pour les orientations nationales en matière de développement à la base.

Ils regrouperont les préfets, les maires, des représentants du ministère chargé du développement à la base, du ministère chargé de l'administration territoriale, le consultant chargé de l'élaboration de la stratégie de collaboration entre l'ANADEB et les communes, et des responsables et représentants des Organisations de la société civile.

Pour rappel, le développement à la base est un ensemble de micro-actions intégrées et cohérentes visant à améliorer les conditions de vie et les revenus des populations d'une communauté à la base. Ces actions sont identifiées et mises en œuvre par les populations elles-mêmes suivant une démarche participative.

L'opportunité offerte par l'ANADEB à travers ces ateliers, c'est celle qui met les communes au cœur du pilotage des actions de développement à la base. Dans ce positionnement, les mairies, plutôt que les CDQ et CVD autrefois, seront les interlocuteurs de l'ANADEB et veilleront au déploiement des initiatives suivant l'approche du développement conduits par les communautés (DCC).

Contact utile : www.anadeb.org / Cellule Communication +228 90 09 40 75

«Une structure professionnelle de référence au service du développement à la base»

Agbalépédogan, rue 48 Maison 426, Villa Malou 01 B.P.: 2098 Lomé-Togo
Tél.00228 93 86 93 73 /22 25 57 11 site web : www.anadeb.org
Email : anadeb@anadeb.org

AUX DECIDEURS ...

Remédier au manque d'expérience...

Nul n'ignore que la commande publique constitue une niche d'opportunités pour les entreprises notamment, le secteur privé, les PME/PMI. Ces derniers d'ailleurs monopolisent l'attention des autorités togolaises qui n'hésitent pas à réserver une marge aux jeunes entrepreneurs. 25% des marchés publics sont réservés aux jeunes au Togo. Mais il est difficile pour ces jeunes entrepreneurs de conquérir la part de marché qui leur est réservée.

Faute d'expérience, nombreux de ces jeunes abdiquent et ne profitent pas de ces opportunités que leur offre la commande publique.

Afin d'y remédier, une formation est organisée du 1er mars au 1er juin et s'adresse aux jeunes entrepreneurs inscrits sur le site de la direction nationale de contrôle des marchés Publics (DNCMP). Les sessions seront assurées par l'Institut africain de la commande publique en partenariat avec le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ) et de la direction nationale de contrôle des marchés publics (DNCMP). Initiative louable.

Car, la commande publique impose à tous les acheteurs des règles à respecter, et ce en vue de trois objectifs principaux à savoir garantir un bon rapport qualité/prix, lutter contre la corruption et assurer la transparence et la mise en concurrence. Pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures et de services, un organisme public doit conclure un marché public avec un fournisseur ou un entrepreneur. Les règles qui s'appliquent à ces contrats sont définies par la législation relative aux marchés publics.

Un marché public est un contrat administratif conclu à titre onéreux entre un organisme public et un fournisseur ou un prestataire pour répondre aux besoins d'un organisme public en matière de travaux, de fournitures ou de services.

Au Togo, la direction nationale de contrôle des marchés Publics (DNCMP) a donc vu juste en renforçant la capacité des jeunes entrepreneurs.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

| Référentiel | | Sources |
|---------------------------------|----------------------------|------------------|
| Valeur | | |
| Superficie : | 56 600 km ² | Populationdata |
| Population : | 7 889 094 habitants (2018) | Banque mondiale |
| Croissance démographique : | 2,42 % / an | Populationdata |
| Taux de natalité : | 33,30 ‰ (2017) | Populationdata |
| Taux de mortalité : | 6,90 ‰ (2017) | Populationdata |
| Espérance de vie : | 65,00 ans (2016) | Populationdata |
| Déficit budgétaire : | 2,1% (2017) | BAD |
| Smig : | 35 000 FCFA (2012) | CCI |
| Effectif des Agents de l'Etat : | 44 504 (2015) | Fonctionpublique |
| Risque pays (Coface) : | C | COFACE |
| Taux de scolarisation : | 83% | INSEED |

| | | |
|-----------------------|-----------------------------|----------------|
| Pays frontaliers : | Ghana, Bénin, Burkina Faso | |
| Indice de fécondité : | 4,38 enfants / femme (2017) | Populationdata |

| Chiffres clés | | Sources |
|-----------------------|--------------------------------|-------------------|
| Valeur | | |
| Taux de croissance : | 5,1 (2019) | CNC |
| Pib/hab : | 672 Dollars US | populationdata |
| Taux d'inflation : | 1,7 (2019) | CNC |
| Balance commerciale : | 373 810 millions (2017) | BCEAO |
| Dette publique : | 72% du Pib (2018) | FMI |
| Taux de chômage : | 3,4% (2015) | PNUD |
| Budget national : | 1 461,0 milliards F CFA (2019) | MEF |
| Notation financière : | « B » (Mai 2019) | Standard & Poor's |
| IDH : | 0,503 / 1 (2017) | Populationdata |

Assoukou Raymond Krikpeu, Représentant résident de la Commission de l'UEMOA au Togo

« Le Togo présente un bon profil d'intégration »

En poste depuis 2018, le Représentant résident de la Commission de l'UEMOA au Togo, Assoukou Raymond Krikpeu, au cours d'une interview accordée à la rédaction de L'économiste du Togo, a fait le tour d'horizon des actions entreprises par la Commission au Togo en 2020 dans un contexte sanitaire dû au coronavirus. Jetant un regard sur l'environnement économique togolais, Assoukou Raymond Krikpeu, trouve que le Togo présente un bon profil d'intégration et s'intègre harmonieusement dans le processus de construction communautaire.

L'économiste du Togo :
Comment la Représentation de l'UEMOA au Togo a réagi face à la crise sanitaire liée à la COVID-19 ?

Assoukou Raymond Krikpeu :

Le monde vit une crise sanitaire extrêmement majeure et qui bouleverse la vie économique et les rapports sociaux. L'on avait espéré qu'au début de l'année 2021, il serait possible, à défaut de sortir du tunnel, d'en entrevoir au moins le bout. Hélas non ! Le coronavirus continue de semer la mort et la désolation sur tous les continents. Je souhaiterais en conséquence exprimer toute ma compassion aux familles endeuillées à travers le monde et particulièrement au Togo et souhaiter un prompt rétablissement aux malades.

Cela dit, la réponse de l'UEMOA à la crise a été une réponse globale et multiforme au profit de l'ensemble de ses Etats membres. L'Organe exécutif (la Commission) et les deux Institutions spécialisées (la BCEAO et la BOAD) se sont donc mobilisés.

Ainsi, la Commission de l'UEMOA a accompagné les efforts des Etats membres en leur octroyant des masques de protection et un appui financier (de 500 millions de francs CFA chacun).

Dans ce cadre, 311 887 masques à usage multiple et 115 514 masques pour personnel soignant ont été remis aux autorités togolaises, le 10 août 2020.

La BOAD, de son côté, a accordé 120 milliards de FCFA aux Etats membres de l'UEMOA, pour le financement des mesures d'urgence, soit

15 milliards par Etat. Dans ce cadre, le mécanisme de bonification a été abondé par la BCEAO et la Commission à hauteur respectivement de 25 milliards et de 15 milliards de F CFA. La BOAD a également pris d'autres initiatives : bonification du taux d'intérêt ; augmentation du montant des prêts concessionnels ; suspension des appels d'échéances en capital pour un montant de 76,6 milliards de F CFA de créances dues par les Etats pour le reste de l'année 2020. La BCEAO, quant à elle, a procédé notamment à l'augmentation des ressources mises à la disposition des banques, afin de permettre à celles-ci de maintenir et d'accroître le financement de l'économie.

Une première hausse de 340 milliards a ainsi été apportée au montant que la Banque Centrale accorde chaque semaine aux banques, pour le porter à 4.750 milliards. Elle a également élargi le champ des mécanismes à la disposition des banques pour accéder au refinancement de la Banque Centrale.

Quelles ont été les mesures prises par la Représentation pour éviter la contamination au coronavirus ?

Dans le droit fil des préconisations, la Représentation a acquis des intrants (gels, gants et masques) au profit de ses employés. Elle a en outre sensibilisé le personnel au respect des mesures barrières au travail, en famille et en toutes circonstances et également au respect des mesures édictées par le Gouvernement dans la cadre de la riposte à la maladie (couvre-feu, interdiction de rassemblement...).

Le souci d'éviter les rassemblements a conduit à un



• Le Représentant résident de la Commission de l'UEMOA au Togo, Assoukou Raymond Krikpeu.

moment donné à mettre en place le télétravail en utilisant les outils internet et les applications informatiques mis à notre disposition par le siège. Et ce qui est remarquable, c'est cette capacité de l'homme, tout au long de l'évolution historique des sociétés, à s'adapter voire à élever son niveau de réponse à la hauteur des défis qui se posent. Face donc aux difficultés de déplacement imposées par la pandémie, le recours aux visioconférences s'est accru de façon exponentielle.

Et la Commission de l'UEMOA s'est inscrite dans ce vaste mouvement mondial. Dorénavant, la quasi-totalité des réunions et ateliers des experts jusqu'aux instances dirigeantes se font par le biais de visioconférences. Nous sommes donc entrés, à marche forcée certes, dans un nouveau mode de fonctionnement.

La crise sanitaire

n'a pas empêché la Représentation d'être active aux côtés des populations. Quelles ont été les actions phares de la Commission ici au Togo en 2020 ?

Il est incontestable que la pandémie a eu un impact sur la mise en œuvre de nos activités, surtout en ce qui concerne nos missions de terrain relatives à la sensibilisation des populations au processus d'intégration et au suivi des projets. N'empêche, la Représentation s'est mobilisée, en relation avec le siège, pour la réception et la remise des masques au Gouvernement ; le suivi de certains projets comme la station de pesage à basse vitesse de Tsévié (d'un montant de 1,055 milliard de francs CFA), la construction du siège du Bureau de Représentation et de la Chambre

Consulaire Régionale à Lomé (pour un coût de 8 milliards), la construction des postes de contrôle juxtaposés de Sanvi Condji-Hilacondji, à la frontière Togo-Bénin, dans le cadre du projet multinational Bénin/Togo de réhabilitation de la route Cotonou-Lomé et de facilitation du transport sur le corridor Abidjan-Lagos -Phase 1 (PR5)- Volet coordination et facilitation des transports et construction des PCJ (d'un coût de 8,5 milliards).

Dans le cadre du volet social de ce dernier projet, des tables-bancs ont été livrés à la commune des Lacs 1 en 2020.

Par ailleurs, la Représentation était aux côtés du Gouvernement pour l'organisation de la première édition du « Mois d'octobre, mois du consommateur local en zone UEMOA », une activité initiée par la Commission de l'UEMOA et mise en œuvre avec beaucoup d'engagement et de réussite par le Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale.

Last but not least, le Bureau de Représentation, en relation avec la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo, a organisé en fin d'année 2020 la cérémonie de remise de prix « Tremplin Start-up UEMOA », une initiative de la Commission destinée à favoriser la promotion d'un entrepreneuriat moderne et innovant et l'émergence de champions nationaux et régionaux.

Pour rappel, des entreprises togolaises ont reçu le deuxième prix d'excellence (régional) d'une valeur de 13 millions de francs CFA et trois primes d'encouragement d'une valeur totale de 15 millions de francs CFA. Les 4 entreprises lauréates avaient bénéficié de l'enca-

drement du Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ) qui, pour ce faire, avaient été récompensées à hauteur de 5 millions de francs CFA.

Quels sont les projets financés par l'UEMOA au Togo et leurs niveaux d'exécution ?

Les interventions de la Commission de l'UEMOA, ici comme ailleurs dans les autres Etats membres, couvrent un large spectre (agriculture, élevage, pêche, environnement, eau, énergie, artisanat, industrie, télécommunications et TIC, aménagement du territoire et transports...) parce qu'elles intègrent à la fois l'agenda d'intégration régionale (les initiatives communautaires) et l'agenda de développement national.

Le portefeuille varie d'années en années puisque de nouveaux projets apparaissent tandis que d'autres sont clôturés. Le portefeuille actuel comporte une dizaine de projets physiques. Les trois projets cités précédemment sont prévus pour s'achever cette année et bien plus en ce début d'année pour les postes de contrôle juxtaposés et la station de pesage de Tsévié, dont les taux d'exécution frôlent les 100%.

On pourrait citer pêle-mêle quelques projets : le programme d'hydraulique et d'assainissement en milieu rural (6,86 milliards) exécuté à hauteur de 65% ; le programme des Aménagements Hydrauliques Multi-usages pour la Réalisation de la Sécurité Alimentaire (1,124 milliards, taux d'exécution 72,50%) ; le projet d'aménagement de 500 hectares de périmètres agro-sylvo-pastoraux et halieutiques (3,44

Suite à la page 4

Baromètres Togo

| Référentiel | Valeur | Sources |
|---------------------------------|----------------------------|------------------|
| Superficie : | 56 600 km ² | Populationdata |
| Population : | 7 889 094 habitants (2018) | Banque mondiale |
| Croissance démographique : | 2,42 % / an | Populationdata |
| Taux de natalité : | 33,30 ‰ (2017) | Populationdata |
| Taux de mortalité : | 6,90 ‰ (2017) | Populationdata |
| Espérance de vie : | 65,00 ans (2016) | Populationdata |
| Déficit budgétaire : | 2,1% (2017) | BAD |
| Smig : | 35 000 FCFA (2012) | CCI |
| Effectif des Agents de l'Etat : | 44 504 (2015) | Fonctionpublique |
| Risque pays (Coface) : | C | COFACE |
| Taux de scolarisation : | 83% | INSEED |

| | |
|-----------------------|-----------------------------|
| Pays frontaliers : | Ghana, Bénin, Burkina Faso |
| Indice de fécondité : | 4,38 enfants / femme (2017) |

| Chiffres clés | Valeur | Sources |
|-----------------------|--------------------------------|-------------------|
| Taux de croissance : | 5,1 (2019) | CNC |
| Pib/hab : | 672 Dollars US | populationdata |
| Taux d'inflation : | 1,7 (2019) | CNC |
| Balance commerciale : | 373.810 millions (2017) | BCEAO |
| Dette publique : | 72% du Pib (2018) | FMI |
| Taux de chômage : | 3,4% (2015) | PNUD |
| Budget national : | 1.461,0 milliards F CFA (2019) | MEF |
| Notation financière : | « B » (Mai 2019) | Standard & Poor's |
| IDH : | 0,503 / 1 (2017) | Populationdata |

Suite de la page 3

milliards, 97%) ; le projet de renforcement et de construction des alimentations en énergie électrique (financement partiel du Fonds de Développement de l'Énergie à hauteur de 5,8 milliards, 79%) ; le projet d'électrification rurale décentralisée de 62 localités par système photovoltaïque dans les cinq régions, qui est un nouveau projet.

En attendant la conclusion de la revue annuelle des réformes, programmes et projets de l'UEMOA au Togo au titre de l'année 2020, le taux d'exécution moyen des projets s'affichait en 2019 à 67%. J'ai parlé de projets physiques. Cela exclut donc les appuis techniques et financiers à la gouvernance économique, au renforcement des capacités, surtout en matière commerciale, etc.

Vous êtes en poste au Togo depuis 2018. Comment trouvez-vous l'environnement économique togolais ?

Du point de vue de nos revues internes, à l'UEMOA, le Togo présente un bon profil d'intégration et s'intègre harmonieusement dans le processus de construction communautaire. On peut s'en féliciter si l'on garde à l'esprit que la vocation de l'UEMOA c'est de construire un cadre de bonne gouvernance pour favoriser la croissance et la compétitivité des activités économiques.

Par ailleurs, j'observe le dynamisme et le volontarisme du Gouvernement dans les réformes, ceci allié à une très

grande capacité de réflexion stratégique (qui s'incarne à travers le Programme National de Développement-PND et la feuille de route gouvernementale Togo 2025) pour améliorer l'environnement économique le climat des affaires.

Ce que je dis concernant les réformes n'a d'ailleurs rien d'original parce que l'on sait tous que selon le Rapport Doing Business 2020, le Togo est le premier pays réformateur en Afrique et le 3ème au monde.

Quelles sont les perspectives 2021 de la Commission de l'UEMOA au Togo ?

En 2021, comme hier et avant-hier, la Commission restera constante dans son appui au Togo. Elle fera donc trois choses : premièrement accompagner le Togo ; deuxièmement : accompagner le Togo ; troisièmement : accompagner le Togo. Pour assurer une mise en œuvre optimale des réformes communautaires et une exécution efficace des projets de sorte à atteindre les finalités ultimes qui ont présidé à la conception desdits projets, c'est-à-dire le bonheur des populations.

Un mot pour conclure cet entretien

Je voudrais vous remercier d'être venus nous voir, de nous donner l'opportunité de présenter ce que la Commission de l'UEMOA a eu à faire l'année dernière et donc de présenter par ricochet l'UEMOA. Je vous remercie pour cela. Vous savez, le rôle de la presse est

important dans le processus de construction communautaire. C'est à travers la presse que nous pouvons assurer la promotion et la vulgarisation du processus de construction communautaire. Sans la presse, beaucoup de choses que nous faisons, on les aurait faites en vase close. Ça n'aurait pas eu une résonance à l'extérieur. Donc la presse est importante. Je vous félicite en particulier parce que vous êtes un journal spécialisé sur l'économie qui est la raison d'être et l'essence de la Commission de l'UEMOA. Je vous félicite pour cette initiative parce que l'économie c'est absolument la compréhension des phénomènes économiques, des situations économiques pour la population. C'est important pour pouvoir favoriser l'adhésion de tous pour le développement. C'est important pour comprendre l'environnement dans lequel on vit. Je pense que votre journal participe à tout cela. C'est un jeune journal, vous l'avez dit, donc je vous souhaite beaucoup de courage. Je sais que les débuts ne sont jamais faciles. Je suis convaincu comme dans toute initiative que vous apprendrez au fur et à mesure de votre évolution. Si nous avons des conseils, je n'hésiterai pas parce que je suis devenu un lecteur assidu de votre journal, vous touchez à beaucoup de sujets qui sont importants, le traitement de ces sujets également a retenu mon attention. Je prends toujours plaisir à vous lire.

Réalisation: Joël YANCKO

Construction de 3000 unités de logement

Le Togo signe accord avec Shelter-Afrique

L'organisme panafricain de financement du logement Shelter-Afrique a signé un protocole d'accord avec le gouvernement togolais dans l'optique de co-développer 3000 unités de logement dans la capitale togolaise.



• Le ministre togolais de l'urbanisme, du logement et de la réforme foncière, M. Koffi Tsolenyanu et le directeur général de Shelter Afrique, Andrew Chimphondah

• Bernard AFAWOUBO

Le Togo, en vue de combler le déficit et dans le cadre de sa stratégie de promotion de logements abordables, le gouvernement, un accord vient d'être signé par le ministre togolais de l'urbanisme, du logement et de la réforme foncière, M. Koffi Tsolenyanu et le directeur général de Shelter Afrique, Andrew Chimphondah à Nairobi. Cet accord devrait permettre permettre d'intensifier le développement de projets de logements abordables à grande échelle dans le pays de Faure Essozimna Gnassingbé. En effet, par le biais du ministre de la Ville, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Santé publique, le gouvernement togolais a lancé depuis 2015 un programme de logements sociaux à grande échelle pour développer 20 000 unités de logements d'ici 2025. Selon le ministre de l'urbanisme, du logement et de la réforme foncière, M. Koffi Tsolenyanu, le protocole d'accord que le Togo a signé avec Shelter-Afrique ouvre une nouvelle phase de partenariat et sera crucial pour atteindre l'objectif de loge-

ment pour 2025 que le pays s'était assigné. « Le gouvernement s'était engagé à fournir des terres, des infrastructures et des incitations fiscales pour soutenir le programme » a-t-il ajouté. Pour sa part, le directeur général de Shelter-Afrique, Andrew Chimphondah a félicité le gouvernement togolais pour son soutien indéfectible et a précisé que la signature de cet accord était très importante car elle établit un cadre pour la mise en œuvre de programmes de logements à bas prix et à grand volume, sur le modèle des Partenariats Public-Privé. « La majorité des pays Africains étaient déjà confrontés à une crise du logement, la pénurie globale de logements étant estimée à 56 millions d'unités à travers le continent. Sur ce total, plus de 90 % se situent dans la catégorie des logements abordables. Cette révélation a redéfini notre stratégie primordiale en tant qu'entreprise, qui est désormais davantage axée sur la fourniture de logements abordables dans l'ensemble de nos États membres grâce à un modèle

de Partenariat Public-Privé. Ce protocole d'accord avec le gouvernement du Togo sera essentiel pour étendre nos projets à travers le continent », a-t-il déclaré. Et d'ajouter que Shelter-Afrique fournirait un financement partiel pour le projet, et agirait en tant qu'arrangeur principal pour le financement supplémentaire. « En tant que gouvernement, nous sommes impressionnés par le soutien que nous avons reçu de Shelter-Afrique jusqu'à présent et je souhaite faire part de la résolution du gouvernement du Togo de payer entièrement sa souscription au capital qui s'élève actuellement à 103 000 \$ EU. En outre, je souhaite déclarer que le gouvernement du Togo est en pourparlers avec Shelter Afrique pour augmenter sa souscription au capital afin de pouvoir obtenir un siège permanent au Conseil d'Administration », a indiqué M. Tsolenyanu. Soulignons que le Togo devra verser un capital supplémentaire de 10 millions de dollars pour obtenir un siège permanent au conseil d'administration de Shelter-Afrique.



• Wellda Akué Madjé, Directrice commerciale de L'économiste du Togo et le Rédacteur en chef, Joël Yancko, ont échangé avec le Assoukou Raymond Krikpeu, le Représentant résident de la Commission de l'UEMOA au Togo

Baromètres Togo

| Référentiel | Sources |
|---|------------------|
| Valeur | Populationdata |
| Superficie : 56 600 km² | Banque mondiale |
| Population : 7 889 094 habitants (2018) | Populationdata |
| Croissance démographique : 2,42 % / an | Populationdata |
| Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017) | Populationdata |
| Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017) | Populationdata |
| Espérance de vie : 65,00 ans (2016) | BAD |
| Déficit budgétaire : 2,1% (2017) | CCI |
| Smig : 35 000 FCFA (2012) | Fonctionpublique |
| Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015) | COFACE |
| Risque pays (Coface) : C | INSEED |
| Taux de scolarisation : 83% | |

| Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso | |
|---|-------------------|
| Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017) | Populationdata |
| Chiffres clés | |
| Valeur | Sources |
| Taux de croissance : 5,1 (2019) | CNC |
| Pib/hbt : 672 Dollars US | populationdata |
| Taux d'inflation : 1,7 (2019) | CNC |
| Balance commerciale : 373.810 millions (2017) | BCEAO |
| Dettes publiques : 72% du Pib (2018) | FMI |
| Taux de chômage : 3,4% (2015) | PNUD |
| Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019) | MEF |
| Notation financière : « B » (Mai 2019) | Standard & Poor's |
| IDH : 0,503 / 1 (2017) | Populationdata |

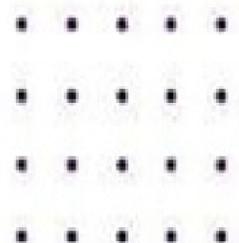


CAMPAGNE "UN ÉLÈVE, UNE IDENTITÉ"

LUNDI 22 FÉVRIER 2021

CÉRÉMONIE DE LANCEMENT A KARA

| LOCALITÉ | DATE | HORAIRE | |
|----------|---------|---------|-----|
| KARA | 22 FEV | 09H | 17H |
| | 23 FEV | 09H | 15H |
| SOKODÉ | 24 FEV | 09H | 17H |
| | 25 FEV | 09H | 15H |
| ATAKPAMÉ | 26 FEV | 09H | 17H |
| ANIÉ | 27 FEV | 09H | 17H |
| TSÉVIÉ | 01 MARS | 09H | 17H |
| | 02 MARS | 09H | 17H |



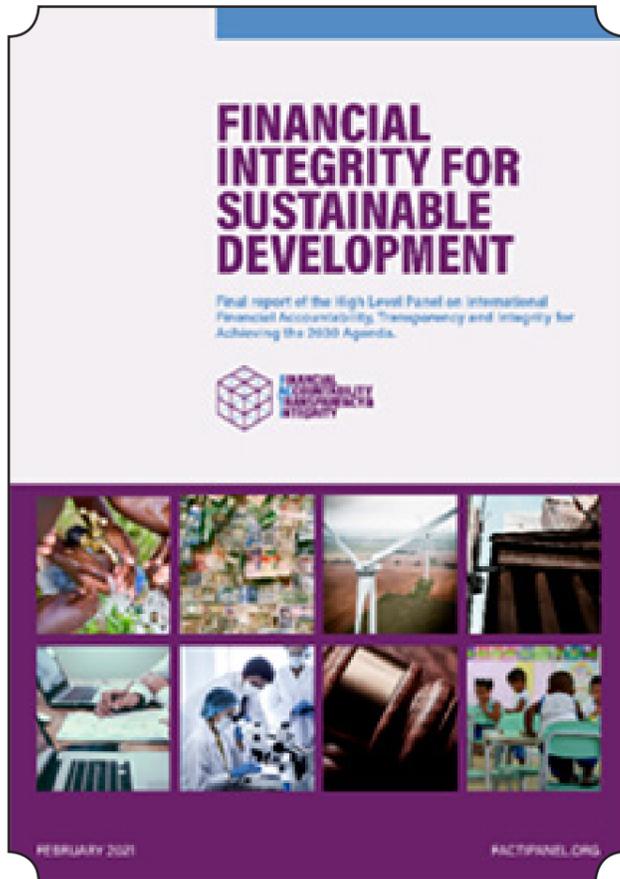
JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA FEMME EDITION 2021

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Sauver les hommes et la planète

Les propositions du Groupe FACTI

Le rapport « Intégrité financière pour le développement durable » a été lancé, jeudi 25 février 2021, suivi d'une conférence de presse en ligne. Rédigé par le Groupe de haut niveau sur la responsabilité, la transparence et l'intégrité financières internationales pour la réalisation de l'Agenda 2030 (Panel FACTI), ce rapport indique que les gouvernements peuvent réorienter les milliers de millions de dollars récupérés grâce à la lutte contre les abus fiscaux, la corruption et le blanchiment d'argent pour financer une action critique sur la crise climatique, la reprise post COVID-19 et la lutte contre l'extrême pauvreté.



● Joël YANCLO

Les gouvernements pourraient financer les mesures radicales qu'exigent la lutte contre l'extrême pauvreté, la COVID-19 et la crise climatique en recouvrant les trilliards de dollars perdus du fait de l'évasion fiscale, de la corruption et du blanchiment d'argent, affirme un groupe de travail des Nations Unies. Le Groupe de Haut-Niveau sur la Responsabilité, la Transparence et l'Intégrité Financières Internationales pour Atteindre les Objectifs de l'Agenda 2030 (Groupe FACTI) en appelle aux gouvernements pour qu'ils adoptent un Pacte Global sur l'Intégrité Financière pour un Développement Durable. Ce Groupe composé d'anciens chefs d'Etats et de gouvernement, de gouverneurs de Banques Centrales, de chefs d'entreprise, de figures de la société civile et de chercheurs, affirme que jusqu'à 2,7% du PIB global est blanchi annuellement, pendant que les pratiques d'optimisation fiscale des multinationales coûtent aux gouvernements jusqu'à 600 milliards de dollars par an. Dans son rapport titré « L'in-

tégrité Financière pour un Développement Durable », le Groupe FACTI souligne le besoin de lois plus sévères et d'institutions plus robustes pour prévenir la corruption et le blanchiment d'argent, et en appellent à la fin de l'impunité pour les banquiers, avocats et experts comptables qui rendent possible ces crimes financiers. Le rapport se prononce également en faveur d'une plus grande transparence eu égard à l'actionnariat des entreprises et aux procédures de financement public, pour une meilleure coopération internationale dans la lutte contre la corruption, pour un impôt international minimum sur les sociétés ainsi que pour la taxation des géants du numérique, et pour une gouvernance globale contre l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent. « Ce système financier défaillant et corrompu spolie les pauvres et prive le monde des ressources nécessaires pour éradiquer la pauvreté, rebondir après la pandémie de COVID, et affronter le défi de la crise climatique » explique Dalia Grybauskaitė, co-présidente du Groupe FACTI et ancienne présidente de

la Lituanie. « Comblent les failles qui permettent le blanchiment d'argent, la corruption et l'évasion fiscale, et réprimer les agissements des banquiers, comptables et avocats responsables, constituent des étapes nécessaires pour la transformation de l'économie globale pour le bien de tous », déclare Ibrahim Mayaki, co-président du Groupe FACTI et ancien premier ministre du Niger.

La fortune des milliardaires a augmenté de 27,5%

Au moment où la fortune des milliardaires a augmenté de 27,5% pendant que 131 millions de personnes étaient jetées dans la pauvreté par la pandémie de COVID-19, le rapport souligne qu'un dixième de la richesse mondiale pourrait être dissimulé dans les centres financiers offshore, ce qui empêche les gouvernements de percevoir les recettes fiscales qui leur reviennent. Le recouvrement du manque à gagner annuel pour les Etats du fait de l'optimisation et de l'évasion fiscale pourrait par exemple financer l'extension du minimum vieillesse au Bangladesh à 9 millions de seniors supplémentaires, payer au Tchad pour la création de 38.000 salles de classe, et permettre à l'Allemagne de construire 8.000 éoliennes. Le Groupe de Haut-Niveau sur la Responsabilité, la Transparence et l'Intégrité Financières pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030, dit Groupe FACTI, a été mandaté par le 74e Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies et par le 75e Président du Conseil Economique et Social le 2 mars 2020. Le Groupe FACTI examine les questions de responsabilité, de transparence et d'intégrité financières, et formule des recommandations à même de combler les failles existant dans le système international de manière à atteindre les objectifs de Développement Durable de l'Agenda 2030.

Sénégal

Hausse de 516 milliards FCFA des créances des banques en novembre

L'encours des créances intérieures des institutions de dépôts du Sénégal a enregistré une augmentation de 515,50 milliards de FCFA (773,250 millions d'euros) au terme du mois de novembre 2020 comparé à la même période de l'année 2019, selon les données établies par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).



Les services de l'institut d'émission soulignent que cet encours est passé de 5193,80 milliards FCFA au mois de novembre 2019 à 5709,30 milliards de FCFA un an plus tard, soit une progression de 9,9% en glissement annuel. Cette progression est essentiellement imputable aux créances nettes sur l'administration centrale qui ont fortement augmenté de 96,7%, à 1161,10 milliards de FCFA contre 590,40 mil-

liards de FCFA au mois de novembre 2019. Quant aux crédits détenus par les institutions de dépôts sur les autres secteurs de l'économie, ils sont en repli de 1,2%, avec une réalisation qui se situe à 4548,30 milliards de FCFA contre 4603,30 milliards de FCFA un an plus tôt. Par rapport au mois d'octobre 2020 où il s'élevait à 5640,30 milliards de FCFA, l'encours des créances intérieures des institutions de dépôts est en progression de

1,2%. Cette hausse est occasionnée par les créances sur l'économie (+1,9%) alors que les créances sur l'administration centrale se sont repliées de 1,2%. En ce qui concerne les passifs à caractère non monétaire, ils ont connu une évolution de 7,7% à 1317,40 milliards de FCFA contre 1223,60 milliards de FCFA en novembre 2019. En variation mensuelle, ces passifs sont également en progression de 2%.

Avec financialafrik.com

Cameroun

L'Indien KEC va construire une ligne électrique de 400 kV

Le directeur général de la Société nationale de transport d'électricité (Sonatrel), Victor Mbemi Nyaknga, vient de publier l'avis d'attribution du marché de conception, fourniture et montage d'une ligne électrique de 400 kV à la société indienne KEC International Limited.



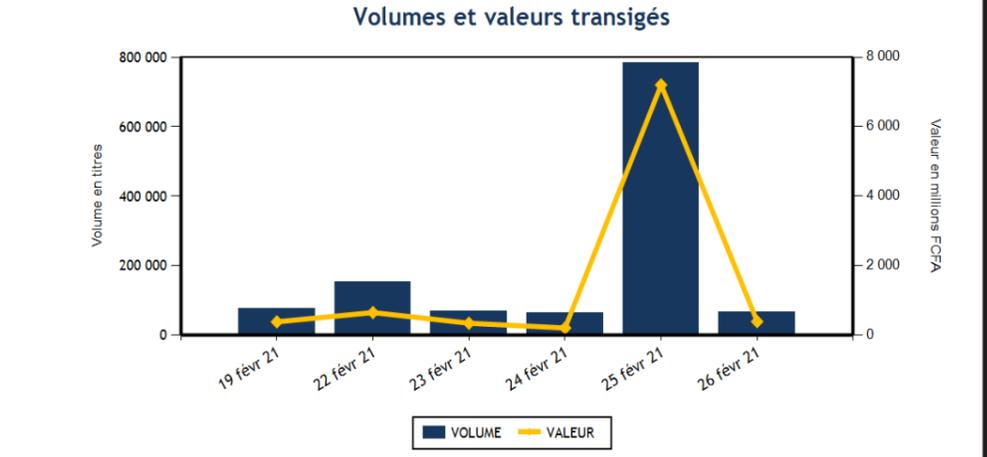
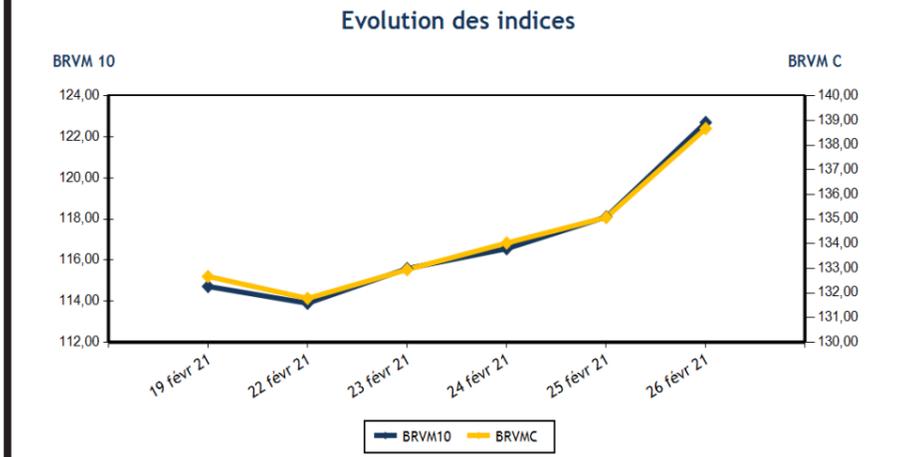
Pour un montant de 30,5 milliards de FCFA, la société indienne va donc construire une ligne électrique partant d'Edéa dans le Littoral du pays pour Nyom II, une banlieue de la capitale Yaoundé. KEC a remporté ce marché devant les Chinois TBEA, China International Water & Electric Corps, Synohydro ou encore un autre indien Transaillighting, dont les offres ont été les unes, rejetées et les autres insuffisantes. Selon la Sonatrel, cette ligne de 400 kV viendra « renforcer les réseaux de transport d'électricité

dans la capitale du pays ». Car, jusqu'ici, Yaoundé est souvent victime des délestages électriques du fait de la vétusté des infrastructures de transport et de l'absence de ligne de secours. La durée des travaux est de 12 mois. Ce qui signifie qu'ils devraient être achevés au plus tard en 2022. Les sources de financement de ce projet ne sont pas précisées. Mais il faut noter que le 5 juillet 2017, Louis Paul Motaze, alors ministre de l'Économie, et le directeur des opérations de la Deutsche Bank Espagne, Antonio Navarro

Escabias, ont signé à Yaoundé, trois conventions de crédit d'un montant total de 30 milliards de FCFA pour la construction d'une ligne de 400 kV de transport d'électricité reliant Edéa à Yaoundé au poste de Nyom et d'une boucle électrique en lignes de haute tension de 90 kV dans capitale camerounaise. La première convention de crédit commercial portait sur un montant de 13 193 282,05 euros, soit environ 8,6 milliards de FCFA, pour la couverture à 100% des primes d'assurances, ainsi que d'autres dépenses non couvertes du projet. Le second crédit portait sur une somme de 17 890 158,95 euros, soit environ 11,74 milliards FCFA. C'est un crédit acheteur garanti par l'Agence espagnole de garantie des crédits à l'exportation (Cesce). La dernière convention fixée à 15 000 000 euros, soit environ 9,84 milliards FCFA, était garantie par l'Agence belge de crédit à l'exportation (Credendo).

Avec Investir au Cameroun

| | | | | |
|--------------------|---------------|--|-----------------------|---------------|
| BRVM 10 | 122,71 |  BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 40 vendredi 26 février 2021 Site : www.brvm.org | BRVM Composite | 138,68 |
| Variation Jour | ↑ 3,89 % | | Variation Jour | ↑ 2,67 % |
| Variation annuelle | ↓ -6,24 % | | Variation annuelle | ↓ -4,60 % |



| Actions | Niveau | Evol. Jour |
|---|-------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 4 173 472 738 476 | 2,67 % |
| Volume échangé (Actions & Droits) | 47 954 | -42,35 % |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits) | 205 216 285 | -19,31 % |
| Nombre de titres transigés | 36 | -2,70 % |
| Nombre de titres en hausse | 19 | 18,75 % |
| Nombre de titres en baisse | 6 | 20,00 % |
| Nombre de titres inchangés | 11 | -31,25 % |

| Obligations | Niveau | Evol. Jour |
|---------------------------------|-------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA) | 6 397 725 864 701 | 0,06 % |
| Volume échangé | 18 793 | -97,32 % |
| Valeur transigée (FCFA) | 187 724 630 | -97,30 % |
| Nombre de titres transigés | 11 | 120,00 % |
| Nombre de titres en hausse | 6 | 500,00 % |
| Nombre de titres en baisse | 3 | 0,00 % |
| Nombre de titres inchangés | 2 | 100,00 % |

PLUS FORTES HAUSSES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|--------------------------|--------|------------|----------------|
| SICABLE CI (CABC) | 1 290 | 7,50 % | 27,72 % |
| SONATEL SN (SNTS) | 12 775 | 7,44 % | -5,37 % |
| SAPH CI (SPHC) | 1 850 | 7,25 % | 32,14 % |
| CFAO MOTORS CI (CFAC) | 395 | 6,76 % | 9,72 % |
| BANK OF AFRICA NG (BOAN) | 3 800 | 5,56 % | 8,57 % |

PLUS FORTES BAISES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|----------------------------------|-------|------------|----------------|
| BICI CI (BICC) | 4 280 | -7,46 % | -35,93 % |
| SAFCA CI (SAFC) | 255 | -7,27 % | -8,93 % |
| BOLLORE (SDSC) | 1 400 | -3,11 % | -9,68 % |
| NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC) | 3 500 | -2,78 % | -41,67 % |
| SOGB CI (SOGC) | 2 545 | -0,39 % | 8,30 % |

INDICES SECTORIELS

| Base = 100 au 14 juin 1999 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|--------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|--------|-------------|-----------|
| BRVM - INDUSTRIE | 12 | 39,62 | 1,23 % | 9,30 % | 9 351 | 9 560 095 | 78,25 |
| BRVM - SERVICES PUBLICS | 4 | 399,14 | 6,49 % | -2,76 % | 15 997 | 127 043 745 | 8,86 |
| BRVM - FINANCES | 15 | 54,97 | 0,13 % | -8,37 % | 17 731 | 61 358 505 | 6,28 |
| BRVM - TRANSPORT | 2 | 342,90 | -3,04 % | -9,45 % | 14 | 19 915 | 6,03 |
| BRVM - AGRICULTURE | 5 | 107,04 | 1,86 % | 23,69 % | 3 376 | 5 762 275 | 8,95 |
| BRVM - DISTRIBUTION | 7 | 200,86 | 1,75 % | -11,29 % | 1 485 | 1 471 750 | 12,47 |
| BRVM - AUTRES SECTEURS | 1 | 345,49 | 0,00 % | 0,00 % | 0 | 0 | 4,35 |
| BRVM - PETITES CAPITALISATIONS | - | - | - | - | - | - | - |

| Indicateurs | 1er et 2è Comp. | BRVM PC |
|-------------------------------------|------------------|---------|
| PER moyen du marché | 11,12 | |
| Taux de rendement moyen du marché | 8,00 | |
| Taux de rentabilité moyen du marché | 14,86 | |
| Nombre de sociétés cotées | 46 | |
| Nombre de lignes obligataires | 88 | |
| Volume moyen annuel par séance | 170 445,00 | |
| Valeur moyenne annuelle par séance | 1 102 859 784,42 | |

| Indicateurs | 1er et 2è Comp. | BRVM PC |
|----------------------------------|-----------------|---------|
| Ratio moyen de liquidité | 0,32 | |
| Ratio moyen de satisfaction | 22,51 | |
| Ratio moyen de tendance | 7 038,48 | |
| Ratio moyen de couverture | 1,42 | |
| Taux de rotation moyen du marché | 0,00 | |
| Prime de risque du marché | 3,10 | |
| Nombre de SGI participantes | 29 | |

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

| | | | | | | | |
|---|--|---|---|---|---|---|--|
|  CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU BENIN Avenue Charles de Gaulle Cotonou BP 3805 Cotonou Tél : (229) 21 31 21 26 Fax : (229) 21 31 20 77 |  BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso 01 BP 820 Ouagadougou 01 Tél : (226) 25 30 87 73 Fax : (226) 25 30 87 19 |  CÔTE D'IVOIRE Bourse Régionale des Valeurs Mobilières Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA 01 BP 3802 Abidjan 01 Tél : (225) 20 31 55 90 Fax : (225) 20 32 47 77 |  GUINEE-BISSAU Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Côte-Bissau, Avenue Pasteur Naléa CP 88 Bissau Tél : (246) 320 16 52 Fax : (246) 320 16 02 |  MALI Immeuble SONAVE, ACI 2000 Handalaya B.P. E. 1360 - Bamako Tél : (223) 44 98 18 10 Fax : (223) 44 98 18 11 |  NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, Place de la constitution BP 13 200 Niamey Tél : (227) 20 73 66 92 Fax : (227) 20 73 66 47 |  SENEGAL 7, rue Jean Mérimée BP 6006, Dakar - Plateau Tél : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 06 |  TOGO 4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma, Immeuble 022 Togo BP 3262 Lomé Tél : (228) 22 81 23 16 Fax : (228) 22 26 21 41 |
|---|--|---|---|---|---|---|--|

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Entreprise

Engie engage la scission de ses activités de services

L'énergéticien français est en train de séparer, au sein de son périmètre, les activités de services qu'il entend céder. Il estime que cette nouvelle entité de 74.000 salariés, provisoirement baptisée « Bright », sera bien placée pour concurrencer Vinci Energies, Spie ou Eiffage Energie Systèmes.



• Bright représente 12 à 13 milliards d'euros de chiffre d'affaires, soit plus de 20 % du périmètre du groupe, pour un bénéfice d'exploitation compris entre 350 et 450 millions. (Dave Z/Shutterstock)

Tout doit être bouclé le 1er juillet. D'ici au début de l'été, Engie aura séparé, au sein de son périmètre, les activités de services dont il compte vendre la majorité du capital d'ici à l'an prochain. Le processus d'information-consultation du personnel a démarré la semaine dernière et la direction a fourni à cette occasion des précisions sur le projet et les contours de l'entité à céder, baptisée provisoirement « Bright ». Il s'agit d'un tournant historique pour Engie. Bright représente en effet 12 à 13 milliards d'euros de chiffre d'affaires, soit plus de 20 % du périmètre du groupe, pour un bénéfice d'exploitation compris entre 350 et 450 millions. Cela représente les deux tiers des activités de services d'Engie : installation climatique et électrique, « facility management », rénovation des bâtiments, automatismes et connectivité, installation sécurité et sûreté...

Un « pure player »
des services

L'entité à céder emploie 74.000 salariés, dont 27.000 en France dans les filiales Ineo et Axima, soit plus de 40 % de l'effectif d'Engie. Le sujet est donc sensible pour les syndicats du groupe. La direction voit dans Bright un « pure player » des services capable de concurrencer des acteurs comparables comme les français Vinci Energies (80.000 salariés), Spie ou Eiffage Energie Systèmes, le britannique Babcock ou l'américain Emcor. La nouvelle entité sera principa-

lement présente en Europe (58.000 salariés en France, en Belgique, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni...) mais aussi en Amérique (Etats-Unis, Canada...).

Réorganisation

Bright sera dirigé par Jérôme Stubler, ancien dirigeant de Vinci Construction entré au comité exécutif d'Engie le mois dernier. Les activités liées aux projets de « smart city » (infrastructures urbaines connectées, numérique, réseaux des villes et territoires) seront logées dans une coentreprise détenue à 50 % par Engie et 50 % par Bright. Sous le nom de « Connect », ce joint-venture regroupera 4.000 salariés pour un chiffre d'affaires légèrement supérieur à 700 millions d'euros. Recentré sur son cœur de métier, l'énergie, le reste du groupe Engie sera réorganisé autour de quatre pôles d'activité : les renouvelables (éolien, solaire, hydroélectricité...), les « solutions à l'énergie » (comprenant la partie des services qui ne sera pas cédée), les infrastructures de transport, de distribution et de stockage du gaz (en France GRDF, GRTgaz, Storengy, TAG au Brésil...) et, enfin, la production thermique et la fourniture d'énergie (centrales électriques à gaz et au charbon).

Les syndicats divisés

Les centrales nucléaires belges, qu'Engie s'apprête à fermer d'ici à 2025, seront

logées dans une entité à part étant donné leurs perspectives désormais limitées. Les syndicats du groupe ne présentent pas un front uni face au projet. La CGT est résolument hostile à ce qu'elle considère comme un « démantèlement », et fait un parallèle avec le projet Hercule auquel s'opposent les syndicats d'EDF. Elle s'inquiète de la répartition de la dette entre les deux entités, ainsi que de faible rentabilité de Bright. « La marge n'est que de 2,5 % alors que les concurrents sont au minimum à 5 % », observe Yohan Thiébaux, coordinateur CGT.

Maintien de l'emploi

D'autres syndicats y sont plus favorables. « Nous ne nous opposons pas au projet dans son principe, à condition que Bright ne soit pas vendu à la découpe », explique Jose Belo dos Reis (CFDT), qui entend rester vigilant sur « le modèle économique » de la nouvelle entité. Il demande une garantie de maintien de l'emploi « pour au moins trois à cinq ans » après la cession. Quant au coordinateur CGC, Hamid Ait Ghezala, il juge lui aussi que « le projet de création de Bright s'inscrit dans les nouvelles orientations stratégiques d'Engie ». Le syndicat des cadres le soutient, à condition que les deux entités soient « fortes et leaders dans leurs domaines » et qu'elles portent « un nouveau projet social ambitieux ».

Par Les Echos

Europe

Generali va investir 3,9 milliards pour relancer l'économie

Le plan d'investissement de 3,5 milliards d'euros (3,9 milliards en francs) court sur cinq ans et doit soutenir des secteurs de l'économie européenne mis à mal par le coronavirus.

Le numéro un de l'assurance en Italie, Generali, a annoncé mercredi un plan d'investissement de 3,5 milliards d'euros (3,9 milliards en francs suisses) sur cinq ans pour soutenir des secteurs de l'économie européenne mis à mal par la pandémie de coronavirus. Cette initiative, baptisée Fenice 190, a été lancée à l'occasion du 190e anniversaire de l'assureur pour marquer le « lien entre la société et les régions où elle est née », selon un communiqué du groupe. Le plan démarrera ainsi en Italie, France et Allemagne avant d'être étendu aux autres pays européens où Generali est présent. En 2020, plus d'un milliard d'euros a déjà été consacré notamment au soutien des PME frappées par la crise sanitaire. Cette somme a été allouée à des projets allant du soutien aux PME européennes au logement écologique et aux infrastructures, « avec un accent particulier sur le numérique, la santé et la transition énergétique », explique le groupe.

Engagement pour la
Réseaux sociaux

Facebook continue son offensive contre Apple

Facebook se lance dans une campagne publicitaire en faveur des pubs ciblées et personnalisées, histoire de contrer Apple.

Facebook continue son offensive contre Apple avec une campagne publicitaire en faveur des pubs ciblées et personnalisées, le moteur des revenus des plateformes internet gratuites, que le fabricant de l'iPhone considère comme trop peu transparent et trop gourmand en données confidentielles. « Les pubs personnalisées offrent à chacun de bonnes idées », scande l'annonce du géant des réseaux sociaux dans une vidéo de promotion dévoilée jeudi. « Toutes les entreprises démarrent avec une idée, et la possibilité de faire connaître cette idée grâce aux pubs ciblées est essentielle pour les PME », argumente Facebook dans un communiqué, citant des exemples de produits et services qui attirent des personnes et pas d'autres, « comme ce cours de yoga avec des chèvres dont (des consommateurs) ne savaient pas qu'ils avaient besoin ».

Cœur du modèle économique

Le ciblage publicitaire ultra-fin à grande échelle, cœur



croissance durable

En plus de ce montant initial, Generali s'engage à consacrer 500 millions d'euros par an, au cours des cinq prochaines années, à « la croissance durable par le biais de fonds d'investissement internationaux axés sur les infrastructures, l'innovation et la numérisation ». Avec Fenice 190, l'assureur compte soutenir « les secteurs les plus innovants, durables et stratégiques pour la relance de l'économie européenne, tout en encourageant l'inclusion de ceux qui sont les plus lourdement touchés par la crise », a commenté son PDG, Philippe Donnet. Dans le cadre des initiatives prévues pour marquer l'anniver-

saire de l'entreprise née le 26 décembre 1831 à Trieste au nord-est de l'Italie, les Procuratie Vecchie sur la place Saint-Marc à Venise seront rouvertes au public pour la première fois depuis 500 ans. Le bâtiment rénové, propriété de Generali, abritera notamment les activités de The Human Safety net, initiative lancée par l'assureur pour venir en aide aux personnes les plus vulnérables dans les pays où il est implanté. Présent dans 50 pays dans le monde, le troisième assureur européen en termes de capitalisation boursière compte près de 72'000 salariés et 61 millions de clients.

(AFP)

du modèle économique de Facebook et Google notamment, est menacé par la dernière mise à jour du système d'exploitation mobile iOS d'Apple, prévue pour cette année, qui va obliger les éditeurs d'applications à faire preuve de transparence sur la collecte et l'utilisation des informations personnelles des utilisateurs. Ils devront aussi demander aux usagers leur permission pour les suivre à la trace. Les plateformes et applications craignent que les consommateurs, mis face au choix, ne décident en majorité de dire non au pistage. Facebook fonde son argumentation en grande partie sur la défense des PME, qui souffrent déjà de la crise économique liée à la pandémie. « Limiter le recours aux publicités personnalisées supprimerait un moteur de croissance vital pour les entreprises », a répété le groupe jeudi, assurant aussi que les utilisateurs préfèrent voir des annonces qui les concernent plutôt que génériques.

Diffuser ses propres
infos

Au début du mois, Facebook a annoncé qu'il allait diffuser ses propres informations à ses utilisateurs à côté de celles du fabricant de l'iPhone sur la nouvelle fenêtre de consentement qui s'affichera après la mise à jour. Apple « utilise sa position de plateforme dominante (mobile) » pour « privilégier ses applications au détriment de la croissance de millions de sociétés dans le monde », s'était emporté Mark Zuckerberg, le patron du réseau social, lors de la présentation aux analystes des résultats trimestriels fin janvier. « Si une société est fondée sur la capacité à tromper les utilisateurs, sur l'exploitation des données, sur des choix qui n'en sont pas, elle ne mérite pas nos éloges. Elle mérite notre mépris », avait rétorqué peu après Tim Cook, le patron d'Apple, lors d'une conférence à Bruxelles sur la confidentialité des données.

(AFP)

| EVENEMENTS | DATE | LIEUX | ORGANISATEURS/CONTACTS |
|---|-------------------------------|--------------------|--|
| Planification du développement durable | 18 janvier et 28 février 2021 | En ligne | https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements |
| Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021 | Février 2021 | Congo | communication@assises-africaines-ie.org |
| Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires | 17 au 18 février 2021 | France | https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/ |
| Septième session du forum régional africain sur le développement durable | 1 au 4 mars 2021 | Brazzaville, Congo | https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements |
| Salon International du Plastique | 2 au 5 Mars 2021 | Tunisie | http://www.plasticexpo.com.tn/ |
| salon international de l'industrie et de l'industrie du futur | 16 au 19 mars 2021 | Lyon, France | Global-industrie.com |
| Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique | 17 au 23 mars 2021 | Addis-Abeba | Papersmart.uneca.org |
| INTERMAT | 19 au 24 avril 2021 | Paris, France | www.intermatconstruction.com |
| Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe | 7 et 8 avril 2021 | Marseille, France | emergingvalley.com |
| Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech | 20 au 22 avril 2021 | | collisionconf.com |
| salon international du Food service | 29 mai au 2 juin 2021 | France | sirha.com |
| 4e Conférence mondiale sur le teck | Du 23 au 26 août 2021 | Accra, Ghana | www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com |

HOROSCOPE finance

Bélier Vous serez en mesure de réaliser des transactions financières fructueuses. Cette journée sera un moment particulièrement favorable pour procéder à l'achat ou à la vente d'un terrain ou d'une maison de campagne.

Taureau Si vous devez faire un achat important, de l'appartement à la voiture en passant par un congélateur, ce sera le moment ou jamais, car les astres favoriseront aujourd'hui vos spéculations et transactions financières de toute nature.

Gémeaux Côté finances, vous pourrez compter sur quelques petits coups de pouce de la chance. Ainsi, vous aurez la possibilité de réaliser des opérations financières fructueuses et des placements très rentables.

Cancer Vous pouvez vous attendre à des faits positifs dans le domaine financier. Les astres vous protégeront et vous réserveront des contacts sympathiques, sous forme de propositions d'affaires, de projets. Il y aura un certain dynamisme dans la circulation de l'argent : vous en toucherez et en donnerez.

Lion Vous aurez envie de courir deux lièvres à la fois, partagé entre le désir d'accroître votre patrimoine et celui de le dilapider en menant une grande vie pour éblouir l'élite de votre cœur. Attention ! Prêtez une oreille attentive à la voix de la raison afin de ne pas vous retrouver bientôt sur la paille.

Vierge Votre équilibre financier ne devrait subir aucun changement, ni en bien ni en mal. Jupiter, qui vous est toujours favorable, vous aidera cependant à bénéficier d'une certaine chance et à faire les bons choix en matière d'achats ou de placements. N'hésitez pas à prendre rendez-vous avec votre banquier pour profiter de cette influence favorable.

Balance Vous devrez vous montrer d'une vigilance rigoureuse dans le domaine financier. Vous serez enclin à dépenser un peu trop. Faites preuve de volonté pour ne pas céder aux tentations. Ne rêvez pas : la chance ne sera pas dans votre camp ces temps-ci pour combler les trous ; ne jouez pas aux jeux de hasard car vous n'arriverez peut-être même pas à sauver votre mise.

Scorpion Dans le domaine financier, redoublez de précautions contre les escrocs en tout genre, qui chercheront à abuser de votre naïveté. Ainsi, gardez-vous de confier votre argent à ceux qui vous promettent de vous aider à faire fortune du jour au lendemain.

Sagittaire Vous gérerez le budget familial avec assurance et doigté. Vous pourrez même effectuer une importante transaction à la faveur du Soleil en aspect harmonique. Ne faites pas encore ce gros achat envisagé depuis peu.

Capricorne Côté sous, le manque de rigueur pourrait vous coûter cher. Veillez à gérer votre budget avec sérieux, et ne vous laissez pas entraîner dans des transactions ou des placements hasardeux.

Verseau La chance sur le plan matériel sera dans votre camp cette fois. Certains placements à long terme commenceront à se révéler profitables. Vous aurez aussi la possibilité de réaliser une bonne opération financière. Attention, cependant, à ne pas vous laisser tenter par des achats futiles qui grèveraient bêtement votre budget. Soyez économe !

Poissons Vous risquez de connaître quelques difficultés financières, et vos rentrées diminueront comme par enchantement. Vous serez donc contraint de tenir serré les cordons de votre bourse, et plus que vous ne le voudriez. Mais vous pourriez même prendre goût à un mode de vie plus austère.

L'économiste

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU
+228 96 26 05 15

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000

Télévision numérique

StarTimes amène le football au cœur des foyers africains

L'opérateur de télévision numérique StarTimes a fait ses débuts en Afrique en 2008 en lançant le premier réseau de Télévision numérique terrestre (TNT) du continent au Rwanda. Depuis ce jour, StarTimes n'a ménagé aucun effort pour réaliser son ambitieuse vision : « Permettre à chaque famille africaine d'être capable de s'abonner à la télévision numérique et d'en jouir ».



StarTimes a permis à des millions de familles du continent d'accéder à des programmes de haute qualité auparavant réservés aux classes aisées. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne le football, un domaine dans lequel StarTimes s'est distingué. Après avoir diffusé avec succès le Championnat d'Afrique des nations CHAN 2020, StarTimes a lancé la semaine dernière en Afrique MUTV, la chaîne de télévision officielle de Manchester United. Phil Lynch, directeur exécutif médias de Manchester United a déclaré : « MUTV est l'un de nos canaux les plus importants pour toucher nos fans dans le monde entier, que ce soit à travers le linéaire ou les plates-formes de streaming directes, et nous sommes heureux d'accroître de manière significative notre portée grâce à notre nouveau partenaire, StarTimes, en Afrique. » Ces dernières années, StarTimes est devenu le diffuseur officiel de nombreuses compétitions internationales de premier plan en Afrique subsaharienne : les championnats La Liga et la Bundesliga, ainsi que la Ligue Europa UEFA et les Coupes d'Angleterre, d'Italie et d'Espagne. Le groupe se prépare maintenant au très attendu EURO 2020 qui sera diffusé cet été. Mais StarTimes n'est

pas qu'un diffuseur. L'opérateur est pleinement engagé envers le développement du football local. Par exemple, en partenariat avec la Bundesliga, StarTimes a organisé de nombreuses activités, de stages au Nigeria, au Kenya et en Afrique du Sud, à une école de football au Ghana en 2019, au cours de laquelle des jeunes talents et des entraîneurs ont été formés par des experts allemands. StarTimes est également le partenaire de quatre championnats africains, la Premier League du Ghana, la Premier League FKF du Kenya, la Premier League ougandaise et la Division One de Zambie. La directrice générale de la division Médias de StarTimes Lily Meng explique qu'il s'agit d'un engagement stratégique pour StarTimes. « A travers ces partenariats, StarTimes n'injecte pas seulement de l'argent dans les clubs, il amène également les

matchs dans chaque foyer. Le financement et la visibilité sont cruciaux pour permettre aux championnats de grandir sur le long terme et de voir le football africain de réaliser son potentiel. » C'est ainsi que l'association des journalistes sportifs du Ghana (SWAG) a récompensé StarTimes pour sa « contribution en faveur du développement du sport » lors de la 45e cérémonie des SWAG Awards. Avec 13 millions d'abonnés à ses services de télévision et 20 millions d'utilisateurs de son application dans 30 pays, StarTimes est devenu un partenaire de choix pour les acteurs du secteur du sport. Opérateur leader de la télévision numérique en Afrique, StarTimes continuera de rendre ses services toujours plus attractifs afin que les familles africaines puissent bénéficier du meilleur du football.

www.startimestv.com



Enjeux et défis des métiers liés aux géosciences

L'AGT outille les acteurs du secteur des mines

L'Association des Géologues du Togo (AGT) a échangé avec les acteurs du secteur des mines sur les enjeux et défis majeurs en matière de métiers et d'emplois liés aux géosciences et ses disciplines appliquées ce samedi 27 février à Lomé.



● *Vue partielle de la conférence débat*

● **Bernard AFAWOUBO**

En vue de jouer sa partition et d'apporter sa contribution à la mise en œuvre du Plan National de développement durable (PND) en son axe 2 qui cible le secteur des mines comme l'un des secteurs clés dont le développement constituerait un apport important dans la création d'emplois, l'Association des Géologues du Togo (AGT) a au cours d'une conférence-débat échangé avec les acteurs du secteur afin de les amener à cerner les enjeux et défis majeurs en matière des métiers liés aux géosciences et ses disciplines appliquées. Axée sur le thème : « les métiers des géosciences : enjeux, défis et perspectives au Togo », cette rencontre a été parrainé par le département de la Géologie de l'université de Lomé. « La première est la méconnaissance des sciences géologiques au Togo. Si vous êtes géologue et que vous vous présentez quelque part, votre interlocuteur immédiat vous demande si vous avez fait la géographie. C'est la preuve que le citoyen lambda ne fait pas la différence entre un géologue et un géographe. La deuxième raison se trouve dans l'axe 2 du PND qui consacre une grande partie à la transformation des matières premières sur place. Si, en tant qu'acteurs,

nous ne nous mobilisons pas, cette transformation restera toujours l'apanage des étrangers. Ce qui est une erreur quand on sait que les Togolais sont également bons dans le domaine », explique Nakpane Nissao KONKONDJI, président de l'AGT. Cette première activité de la jeune association qui n'a vu que le jour qu'en Août 2020, a été une occasion pour les premiers responsables de présenter aux participants le secteur des géosciences et ses disciplines ainsi que le rôle général du géologue dans la société ; de mettre en évidence les atouts et les contraintes du secteur des géosciences au Togo et dans le monde ; de ressortir les enjeux et perspectives, de même que les défis à relever concernant les métiers et emplois liés aux géosciences au Togo. « Il s'est agi également de montrer comment le secteur des géosciences contribue ou pourrait contribuer à la promotion de l'emploi et notamment à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes dans les pays africains et de mettre en évidence les obstacles en la matière. Nous avons aussi formulé des recommandations pertinentes afin de permettre à ce secteur de contribuer plus efficacement de la promotion de l'emploi en général et de

l'emploi des jeunes en particulier » a indiqué le numéro 1 de l'AGT. Il faut souligner que trois thématiques regroupées en communications ont meublés cette rencontre. La première a porté sur la géologie en général et le potentiel géologique du Togo. La deuxième communication a été axée sur le secteur des géosciences ainsi que les métiers et les emplois des jeunes au Togo. Quant à la troisième, elle a permis d'échanger autour des enjeux, défis et perspectives des métiers et emplois liés aux géosciences au Togo.

Mission de l'AGT

Pour rappel, l'AGT, s'est assignée pour mission de rassembler les géologues et miniers du Togo ; promouvoir la synergie entre les acteurs du monde des géosciences ; vulgariser les métiers des sciences géologiques. Elle compte également défendre les intérêts matériels et moraux de ses membres et soutenir leurs actions sur le respect des normes environnementales dans les industries extractives au Togo et en Afrique. L'AGT entend aussi renforcer les capacités des géologues du Togo et favoriser les échanges de connaissances et expériences entre eux.

Baromètres Togo

| Référentiel | Valeur | Sources |
|---------------------------------|----------------------------|------------------|
| Superficie : | 56 600 km ² | Populationdata |
| Population : | 7 889 094 habitants (2018) | Banque mondiale |
| Croissance démographique : | 2,42 % / an | Populationdata |
| Taux de natalité : | 33,30 ‰ (2017) | Populationdata |
| Taux de mortalité : | 6,90 ‰ (2017) | Populationdata |
| Espérance de vie : | 65,00 ans (2016) | Populationdata |
| Déficit budgétaire : | 2,1% (2017) | BAD |
| Smig : | 35 000 FCFA (2012) | CCI |
| Effectif des Agents de l'Etat : | 44 504 (2015) | Fonctionpublique |
| Risque pays (Coface) : | C | COFACE |
| Taux de scolarisation : | 83% | INSEED |

| Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso | | |
|---|--------------------------------|-------------------|
| Indice de fécondité : | 4,38 enfants / femme (2017) | Populationdata |
| Chiffres clés | | |
| Valeur | Sources | |
| Taux de croissance : | 5,1 (2019) | CNC |
| Pib/hab : | 672 Dollars US | populationdata |
| Taux d'inflation : | 1,7 (2019) | CNC |
| Balance commerciale : | 373.810 millions (2017) | BCEAO |
| Dette publique : | 72% du Pib (2018) | FMI |
| Taux de chômage : | 3,4% (2015) | PNUD |
| Budget national : | 1.461,0 milliards F CFA (2019) | MEF |
| Notation financière : | « B » (Mai 2019) | Standard & Poor's |
| IDH : | 0,503 / 1 (2017) | Populationdata |

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité



LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@lamaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56